

LHL

N° 139/CA du Répertoire

N°03-117/CA du Greffe

Arrêt du 30 décembre 2004

Affaire : ISSA ASSOUMA Imorou

C/

Directeur Général de la  
Gendarmerie Nationale

REPUBLIQUE DU BENIN

AU NOM DU PEUPLE BENINOIS

COUR SUPREME

CHAMBRE ADMINISTRATIVE

La Cour,

Vu la requête en date à Porto-Novo du 08 mai 2003, enregistrée au Secrétariat de la Chambre Administrative de la Cour Suprême le 13 août 2003 sous numéro 359/CS/CA, par laquelle Monsieur ISSA ASSOUMA Imorou, Commandant Adjoint de la Brigade Territoriale de Gendarmerie de Porto-Novo, a introduit un recours de plein contentieux contre le Directeur Général de la Gendarmerie Nationale suite au refus de ce dernier de faire droit à sa réclamation relative à son admission au test d'entrée à l'Ecole Navale des Officiers en France, cycle continu 1986-1987.

Vu l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 organisant la procédure devant la Cour Suprême, remise en vigueur par la Loi n° 90-012 du 1<sup>er</sup> juin 1990 ;

Vu toutes les pièces du dossier ;

Où le Président **Grégoire ALAYE** en son rapport ;

Où l'Avocat Général **René Louis KEKE** en ses conclusions ;

Après en avoir délibéré conformément à la loi ;

Considérant que par lettre n° 1032/GCS du 29 septembre 2003, le requérant a été invité, conformément aux dispositions de l'article 682 du Code Général des Impôts, à apposer des timbres fiscaux sur les feuillets de sa requête ; que cette correspondance est restée sans suite ;



Notifié 11/10/15 et 10/12 du 20/3/2006  
au PG/L 2244/GCS du 09/6/2006.

*[Handwritten signature]*

Considérant que par lettre n° 1031/GCS du 29 septembre 2003, une mise en demeure a été adressée au requérant, l'invitant à consigner au Greffe de la Cour dans un délai de quinze jours la somme de Cinq Mille (5000) francs et lui rappelant les termes de l'article 45 de l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 susvisée ; que la mise en demeure est également restée sans suite ;

Considérant que l'Ordonnance n° 21/PR du 26 avril 1966 prescrit en son article 45 :

« Le demandeur est tenu sous peine de déchéance de consigner au Greffe de la Cour une somme de Cinq Mille (5000) francs dans un délai de 15 jours, à compter de la mise en demeure qui lui en sera faite par lettre recommandée ou par notification administrative, sauf demande d'assistance judiciaire dans le même délai. »

Que la mise en demeure étant restée sans effet et le requérant n'ayant pas demandé d'assistance judiciaire, il échet de le déclarer déchu de son action ;

### **PAR CES MOTIFS**

### **DECIDE**

**Article 1<sup>er</sup>**.- Monsieur ISSA ASSOUMA Imorou est déchu de son action.

**Article 2**.- Les dépens sont mis à la charge du requérant.

**Article 3**.- : Le présent Arrêt sera notifié au requérant, au Directeur Général de la Gendarmerie Nationale, à l'Agent Judiciaire du Trésor et au Procureur Général près la Cour Suprême.

Ainsi fait et délibéré par la Cour Suprême (Chambre Administrative) composée de Messieurs :

**Grégoire ALAYE**, Président de la Chambre Administrative

**PRESIDENT ;**



Josephine OKRY-LAWIN {  
 et {  
 Victor ADOSSOU }

**CONSEILLERS ;**

Et prononcé à l'audience publique du jeudi trente décembre Deux mille quatre, la Chambre étant composée comme il est dit ci-dessus en présence de :

**René Louis KEKE,**

**MINISTERE PUBLIC ;**

**Et de Irène Olga AÏTCHEDJI,**

**GREFFIER ;**

Et ont signé

Le Président- Rapporteur,

Le Greffier

G. ALAYE.

I. O. AÏTCHEDJI.-



DE=2000F

Enregistré à Cotonou le 26/04/05  
 Fo 25 Case 1759-3  
 Reçu Deux mille francs.  
 L'Inspecteur de l'Enregistrement

*[Signature]*

Antoinette L. AGO



